

L'IMPACT DU BREXIT SUR LES ÉCONOMIES PÉRIPHÉRIQUES



**ADRIEN
PICHOU**
Economist

“
Le nouveau cadre
bancaire européen
interdit aux
gouvernements de
renflouer les banques.
Par conséquent, aucune
solution n'a été trouvée
pour résoudre une
situation qui n'a fait
qu'empirer du fait de
l'impact du Brexit sur
les marchés financiers.
La crainte d'une crise
bancaire imminente
en Italie pourrait
fortement peser sur
l'activité économique.”

Six ans après l'éclatement de crise de la zone euro, la tragédie a connu un nouveau rebondissement. Sans minimiser l'ampleur des actes précédents, cet épisode se révèle le plus dangereux que l'Union monétaire ait connu jusqu'à présent. L'ironie du sort veut que l'étincelle provienne d'un pays extérieur à la zone euro. Dans un contexte marqué par une défiance croissante à l'égard des politiciens et de l'Union européenne (UE), par un taux de chômage élevé et un système financier toujours vulnérable, le vote des Britanniques en faveur du Brexit a ouvert la boîte de Pandore pour le futur de la zone euro.

D'un point de vue purement économique, l'Italie, le Portugal et, surtout, l'Irlande et l'Espagne étaient tous sur le chemin de la croissance avant le référendum britannique. Seule la Grèce était en récession, après une année 2015 qui a failli voir la République hellénique quitter la zone euro. La croissance de ces pays reposait principalement sur la demande intérieure. Par conséquent, l'impact de la contraction de l'économie britannique à l'issue du Brexit sur les pays d'Europe du Sud sera limité. Seule la croissance irlandaise devrait être sévèrement touchée, car le Royaume-Uni est un partenaire commercial important.

Néanmoins, il est fort à parier que les répercussions principales du Brexit seront financières et politiques. Le coup porté à un système financier européen qui s'articule autour de Londres pourrait aboutir à un resserrement des conditions de financement pour les

banques européennes. Ce durcissement pèserait sur la croissance économique européenne. Toutefois, le talon d'Achille est le secteur bancaire italien : Les banques italiennes sont toujours minées par un volume important de créances irrécouvrables et affichent un ratio de fonds propres clairement insuffisant. Le nouveau cadre bancaire européen interdit aux gouvernements de renflouer les banques. Par conséquent, aucune solution n'a été trouvée pour résoudre une situation qui n'a fait qu'empirer du fait de l'impact du Brexit sur les marchés financiers. La crainte d'une crise bancaire imminente en Italie pourrait fortement peser sur l'activité économique.

Aussi inquiétant que cela puisse paraître, la situation pourrait avoir un air de déjà-vu si, à la crise économique, ne s'ajoutait une crise politique. A cet égard, la situation est sensiblement différente de celle des épisodes antérieurs de la crise de la zone euro : après plusieurs années d'austérité budgétaire, de chômage galopant et de croissance atone, une part croissante de l'opinion publique a développé un certain ressentiment à l'encontre des partis politiques traditionnels et s'émeut de ce qu'elle considère comme une protection excessive des banques. Les inquiétudes sur l'immigration ont alimenté ce ressentiment et le référendum britannique a montré qu'une campagne anti-européenne et anti-système pouvait réunir une majorité absolue. Des élections auront lieu dans les grands pays de la zone euro au cours des quinze prochains

mois. Le risque d'assister à une victoire des partis alternatifs anti-UE ne peut être négligé et l'Italie est au premier plan. Son secteur bancaire fait l'objet d'une forte pression dans un contexte de croissance fragile. Bruxelles empêche le gouvernement italien de résoudre rapidement la situation. Le Premier ministre Matteo Renzi s'est engagé à démissionner si la réforme du Sénat venait à être rejetée lors du référendum qui aura lieu au mois d'octobre. La démission de Matteo Renzi entraînerait des élections législatives anticipées. Parallèlement, le Mouvement 5 étoiles, qui milite pour l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du pays à la zone euro, gagne des intentions de vote dans les sondages. Il ne pourrait y avoir de mélange plus explosif. L'Europe devra proposer une solution convaincante aux difficultés financières et aux inquiétudes des citoyens, faute de quoi, les répercussions du Brexit en Europe continentale pourraient bien échapper à tout contrôle. Et contrairement aux épisodes précédents, ce chapitre de la crise ne prendra pas fin avec un accord européen de dernière minute ou grâce à un tour de magie de la BCE. Heureusement que les régimes européens sont des démocraties. Les citoyens ont le dernier mot lorsque des élections sont organisées. Et, comme nous l'avons vu au Royaume-Uni, les gens peuvent choisir de faire le grand saut vers l'inconnu.